

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 05.05.22

#Objet : Interpellation de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : Communes du commerce équitable #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers collègues,

Lors du Conseil communal du 20 décembre 2018, nous avons adopté à l'unanimité une résolution visant à engager la commune dans le projet « Communes du Commerce Équitable ».

Cet engagement impliquait notamment que la commune communique régulièrement auprès des médias locaux et via ses propres canaux sur ladite campagne et participe au moins une fois par an à un événement/action de sensibilisation auprès du grand public sur le commerce équitable. A cette fin un comité de pilotage devait être mis en place.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelle est la composition du Comité de pilotage d'Auderghem et quelle est la fréquence de ses réunions ?
- Le 19 mai 2022, c'est la journée de rencontre des Comités de pilotage CDCE. Le Comité de pilotage d'Auderghem compte-t-il y participer ?
- La résolution prévoyait que le Comité fasse rapport annuellement au Conseil communal des initiatives prises pour promouvoir et faire avancer la campagne de sensibilisation. Où en sommes-nous dans l'obtention de la commune dudit label ?
- Le 8 mai prochain se tient la Journée internationale du Commerce équitable. Quelles sont les événements et actions envisagés au niveau de la commune ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa Rigodanzo

Conseillère communale PS

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre interpellation qui me permet de mettre en lumière le travail que notre administration a accompli en vue de l'obtention du titre de commune du commerce équitable.

Depuis le vote de la résolution au conseil communal le 20 décembre 2018, un comité de pilotage a été créé

dans le cadre du projet de l'agenda 21. Ce dossier a ensuite été confié au service de l'action sociale et des solidarités (compétences qui appartenaient à Mme Crucifix à l'époque). Un groupe de travail a donc été mis en place comprenant un.e représentant.e des services suivants : action sociale, Économie locale, économat, animations. Ce comité de pilotage a été élargi à des acteurs locaux, notamment le groupe citoyen Auderghem 11.11.11.

L'objectif principal de ce comité de pilotage est d'obtenir le titre de « Commune du Commerce équitable » et de le faire vivre de manière transversale dans l'administration, mais aussi auprès des citoyens.

Pour être très précise dans cette réponse, je peux vous dire que le comité de pilotage s'est réuni à 7 reprises en 2020, à 6 reprises en 2021 et à 3 reprises en 2022.

La crise sanitaire a malheureusement freiné quelque peu la fréquence des réunions, malgré cela, plusieurs d'entre-elles se sont tenues de manières virtuelles.

Entrons maintenant dans le vif du sujet, à savoir l'avancement de la candidature d'Auderghem.

J'aimerais d'abord rappeler que cette campagne propose aux communes candidates de répondre à une série de critères :

Le premier critère est l'engagement formel de la commune à participer à cette campagne. Il s'agit donc ici du vote de ladite résolution approuvée le 20 décembre 2018. Ce critère demande aussi un engagement de la commune à consommer de café et au moins un autre produit issu du commerce équitable (ce qui est notre cas pour le café, le lait et les jus servis lors de nos réceptions).

Le deuxième critère est lié aux établissements HORECA et aux commerces installés sur le territoire de la commune qui propose au moins deux produits du commerce équitable à leur clientèle et visibilise leur participation à la campagne. Pour Auderghem, de nombreux commerces proposent ce type de produits. Nous avons donc été, et allons de manière régulière, à leur rencontre pour leur expliquer la démarche et leur remettre des supports de communication nécessaires.

Le troisième critère demande de mettre en avant les entreprises, organisations et écoles qui mettent des produits du commerce équitable à disposition de leurs publics. C'est le cas de nos 4 écoles et nos 4 crèches qui via notre prestataire de repas peuvent avoir accès aux produits du commerce équitable. C'est aussi le cas par exemple de l'institut St Julien Parnasse qui accueille en ses murs un magasin oxfam.

Le quatrième critère comprend la communication et sensibilisation. La commune doit donc communiquer régulièrement à propos de la démarche et organiser annuellement un événement autour du commerce équitable. Le comité de pilotage était en passe de proposer une activité autour de cette thématique, mais la crise sanitaire ne nous a pas permis de l'organiser.

Le 16 octobre dernier, nous avons tenu un stand de boissons et de produits Oxfam lors de l'activité « Place aux enfants » en collaboration avec le service de l'action sociale. Cette année, nous prévoyons l'organisation de deux petits déjeuners Oxfam, l'un pour les travailleurs.euse de la commune et l'autre à destination des citoyens. Cet événement sera co-organisé avec l'eco-team de la commune. Nous avons aussi prévu de tenir un stand d'information lors des fêtes d'Auderghem le 18 juin et lors du week-end du client organisé en octobre prochain. Enfin, nous prévoyons l'organisation d'une exposition au centre culturel lors de la semaine du commerce équitable qui débutera le 5 octobre prochain.

Pour ce qui concerne la communication, un article a été rédigé dans le journal communal pour informer les citoyens de l'avancement de l'obtention du titre. Une séance d'informations a été organisée pour les membres de la plateforme FASA Auderghem, (Forum des Associations Solidaires d'Auderghem). Nous complétons aussi régulièrement notre page sur le site internet du CDCE.

Le critère 5 correspond à la création d'un comité de Pilotage.

Et enfin, le sixième critère demande à la commune de soutenir les initiatives en faveur des producteurs locaux et durables. A Auderghem, nos marchés hebdomadaires proposent, via nos maraîchers, toute une gamme de produits locaux et durables. De plus, notre commune a la chance de compter sur des citoyens engagés dans des GASAP, des dépôts de « La ruche qui dit oui », le groupe « Auderghem en transition » ou toutes sortes d'initiatives qui sont soutenues de manière logistique ou financière via la FASA présidé par mon collègue Didier Molders.

Nous n'avons donc pas, à proprement parler, d'événement prévu le 8 mai, mais le commerce équitable sera mis à l'honneur à d'autres occasions que je viens de citer.

Par contre, la commune sera représentée le 19 mai lors de la journée organisée par le CDCE.

Je reste à votre disposition pour toute information supplémentaire et vous remercie de votre écoute.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 13 mai 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 05.05.22

#Onderwerp : Interpellatie van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): FairTradeGemeenten #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mevrouw de burgemeester, dames en heren schepenen,

Beste collega's,

Tijdens de gemeenteraad van 20 december 2018 hadden we unaniem een resolutie aangenomen om de gemeente te betrekken bij het project "FairTradeGemeenten".

Dit engagement hield in dat de gemeente regelmatig met de lokale media en via haar eigen kanalen over de campagne zou communiceren en ten minste één keer per jaar zou deelnemen aan een evenement/actie om het grote publiek te sensibiliseren rond fairtrade. Daartoe moest een stuurcomité worden opgericht.

Ik heb in dat verband de volgende vragen:

- Wat is de samenstelling van de het stuurcomité van Oudergem en hoe vaak komt het bijeen?
- Op 19 mei 2022 vindt de vergadering plaats van de FTG-stuurcomités. Is het stuurcomité van Oudergem van plan deel te nemen?
- In de resolutie wordt bepaald dat het Comité jaarlijks verslag uitbrengt aan de gemeenteraad over de ondernomen initiatieven om de bewustmakingscampagne te bevorderen en vooruit te helpen. Wat is de status van het verkrijgen van dit label door de gemeente?
- Op 8 mei vindt de Internationale Dag van de Fair Trade plaats. Welke evenementen en acties zijn er op gemeentelijk niveau gepland?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadslid voor PS

Antwoord van mevrouw Élise Willame, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

Dank u voor uw interpellatie, die mij in staat stelt de aandacht te vestigen op het werk dat onze administratie heeft verricht om de titel van "FairTradeGemeente" te verkrijgen.

Sinds de resolutie in de gemeenteraad van 20 december 2018 is aangenomen, is in het kader van het project Agenda 21 een stuurcomité opgericht. Dit dossier werd vervolgens toevertrouwd aan de Dienst voor Maatschappelijk Welzijn en Solidariteit (waarvoor mevrouw Crucifix destijds bevoegd was). Er is dus een

werkgroep opgericht met een vertegenwoordiger van de volgende diensten: maatschappelijk welzijn, lokale economie, economaat, animatie. Dit stuurcomité is uitgebreid met plaatselijke actoren, met name de burgervereniging Oudergem 11.11.11.

Het hoofddoel van dit stuurcomité is de titel van "FairTradeGemeente" te verwerven en deze op een transversale manier ingang te doen vinden in de administratie, maar ook bij de burgers.

Om heel precies te zijn in dit antwoord, kan ik u zeggen dat het stuurcomité in 2020 7 keer, in 2021 6 keer en in 2022 3 keer is bijeengekomen.

Helaas heeft de gezondheidscrisis de frequentie van de vergaderingen vertraagd, hoewel meerdere vergaderingen virtueel zijn gehouden.

Laten we tot de kern van de zaak komen, namelijk de stand van zaken van de kandidatuur van Oudergem.

Allereerst wil ik u eraan herinneren dat deze campagne voorstelt dat de kandidaat-gemeenten aan een reeks criteria moeten voldoen:

Het eerste criterium is de formele verbintenis van de gemeente om aan deze campagne deel te nemen. Dit betreft dus de stemming over de resolutie die op 20 december 2018 is aangenomen. Dit criterium vereist ook een verbintenis van de gemeente om koffie en ten minste één ander fairtradeproduct te consumeren (wat bij ons het geval is voor de koffie, de melk en de sappen die op onze recepties worden aangeboden).

Het tweede criterium houdt verband met de horecabedrijven en handelszaken in de gemeente die hun klanten minstens twee fairtradeproducten aanbieden en hun deelname aan de campagne zichtbaar maken. Voor Oudergem bieden veel winkels dit soort producten aan. Daarom zijn wij regelmatig met hen bijeengekomen om het verloop uit te leggen en hun het nodige communicatiemateriaal te bezorgen.

Volgens het derde criterium moet de aandacht worden gevestigd op bedrijven, organisaties en scholen die fairtradeproducten aan hun publiek beschikbaar stellen. Dit is het geval voor onze vier scholen en onze vier kinderdagverblijven die via onze maaltijdverstrekker toegang hebben tot fairtradeproducten. Dit is bijvoorbeeld ook het geval met het Institut Saint-Julien-Parnasse, dat een Oxfam-winkel binnen zijn muren heeft.

Het vierde criterium omvat communicatie en bewustmaking. De gemeente moet dus regelmatig communiceren over het initiatief en jaarlijks een evenement organiseren rond Fair Trade. Het stuurcomité was bezig met een voorstel voor een activiteit rond dit thema, maar door de gezondheidscrisis kon dit niet worden georganiseerd.

Op 16 oktober hebben wij in samenwerking met de dienst Maatschappelijk Welzijn een stand gehad waar dranken en producten van Oxfam werden verkocht tijdens de activiteit "Place aux enfants". Dit jaar zijn we van plan twee Oxfam-ontbijten te organiseren, een voor werknemers van de gemeente en een dat gericht is tot de burgers. Dit evenement zal samen met het Ecoteam van de gemeente worden georganiseerd. We zijn ook van plan om met een informatiestand aanwezig te zijn tijdens de feesten in Oudergem op 18 juni en op het Weekend van de klant in oktober. Ten slotte waren we van plan een tentoonstelling te organiseren in het cultureel centrum tijdens de Week van de Fair Trade die op 5 oktober van start gaat.

Wat de communicatie betreft, werd een artikel voor de gemeentekrant geschreven om burgers op de hoogte te brengen van de vorderingen bij het verkrijgen van de titel. Er is een informatievergadering georganiseerd voor de leden van het platform FSVO Oudergem (Forum van de Solidaire Verenigingen van Oudergem). Wij vullen ook regelmatig onze pagina op de FTG-website aan.

Criterium 5 heeft betrekking op de oprichting van een stuurcomité.

En ten slotte wordt de gemeente in het zesde criterium verzocht initiatieven ten gunste van lokale en duurzame producenten te steunen. In Oudergem bieden onze wekelijkse markten een hele reeks lokale en duurzame producten aan via onze groentekwekers. Bovendien mag onze gemeente zich gelukkig prijzen met burgers die betrokken zijn bij de SAGALs, de afhaalpunten van "La ruche qui dit oui", de groep "Oudergem in Transitie" of allerlei initiatieven die logistiek of financieel ondersteund worden via het FSVO, voorgezeten door mijn collega Didier Molders.

Strikt genomen is er dus geen evenement gepland voor 8 mei, maar fairtrade zal wel onder de aandacht worden gebracht bij de andere gelegenheden die ik zojuist heb genoemd.

De gemeente zal op 19 mei echter vertegenwoordigd zijn op de door de FTG georganiseerde dag.

Ik sta steeds tot uw beschikking voor bijkomende informatie en dank u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 13 mei 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyna, *Conseillers communaux*.

Séance du 05.05.22

#Objet : Questions orales de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) et de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) à propos de l'évolution du PAD Herrmann-Debroux #

Séance publique

Secrétariat**Question de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI)**

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Le 28 avril dernier, le Gouvernement bruxellois a approuvé en dernière lecture le projet de Plan d'Aménagement Directeur (PAD) de la zone Delta Herrmann-Debroux. Pour rappel, l'ambition principal du projet urbain est de réaménager l'axe E411 en boulevard urbain, en transformant cette autoroute urbaine en support de mobilité multimodale pour reconnecter les quartiers entre eux et faciliter les déplacements pour les piétons et cyclistes. Le projet vise également à améliorer les espaces publics et les espaces verts de la zone, et à renforcer la cohérence des différentes fonctions présentes.

Suite à cette dernière lecture, le projet de PAD devra maintenant être opérationnalisé et des timings des différents travaux d'infrastructures pourront être élaborés plus précisément.

Nous avons d'ailleurs récemment appris que le comité d'accompagnement en charge de l'opérationnalisation avait démarré ses travaux.

J'ai donc quelques questions sur le sujet :

- Avez-vous plus de détails sur l'évolution du dossier depuis l'enquête publique ? L'avis de la commune d'Auderghem a-t-il été suivi ? Les demandes légitimes de nombreux auderghemois ont-elles trouvé réponses dans la version finale du plan ?
- Est-il exact que le comité d'accompagnement a commencé ses travaux ? Si oui, quel est votre retour par rapport à celui-ci ?
- Un plan de communication est-il prévu suite à l'adoption définitive du PAD ?
- Le collège peut-il communiquer un plan détaillé de quand auront lieu les différents travaux ?
- La commune peut-elle transmettre au Conseil communal l'ensemble des documents relatifs à la dernière lecture de ce plan d'aménagement ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie Paulissen

Conseillère communale

Question de Madame Martine Maelschalck (MR-OpenVLD)

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre,

Chers Collègues,

Le Plan d'Aménagement Directeur Delta Herrmann-Debroux a été adopté en 3^{ème} lecture par le gouvernement de Bruxelles-Capitale.

Depuis l'enquête publique qui s'est déroulée fin 2019, la transparence n'a pas franchement été la règle dans ce dossier. Les citoyens n'ont eu aucun retour officiel quant à la prise en compte de leurs remarques et demandes dans la version définitive du PAD.

Le communiqué de presse du Ministre-Président (publié le 29 avril dernier) indique pourtant que l'enquête publique a permis « d'ajuster le projet de PAD en tenant compte des avis des instances consultées, des communes et des habitants ». Et il ajoute « L'approbation définitive du PAD marque donc l'adoption d'une vision *partagée* pour la transformation urbaine de cette entrée de ville. »

C'est pourquoi nous nous tournons vers le Collège pour obtenir davantage d'informations sur ce dossier dont nous ne devons pas vous rappeler l'importance pour l'avenir de notre commune.

Nos questions sont les suivantes :

- Pouvez-vous nous préciser quels sont les ajustements apportés au PAD pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et de l'avis des communes ?
- Comment Auderghem entend-elle suivre l'évolution du dossier en terme de : phasage des travaux, construction/suppression des P+R, multimodalité, chantiers de construction, adaptation des infrastructures, etc ?
- Comment les riverains seront-ils tenus au courant des différentes phases du vaste chantier du PAD ?
- Ne serait-il pas judicieux de prévoir d'ores et déjà un processus d'information et/ou de concertation avec les riverains ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Chers Collègues,

Un petit rappel de la procédure d'élaboration du PAD est nécessaire.

Après l'enquête publique et les avis émis par les citoyens et diverses instances, le Gouvernement a examiné toutes les contributions reçues, y compris celle transmise par notre conseil. Il y a sans doute apporté les réponses qu'il a jugé utile et souhaitable via la deuxième lecture et troisième lecture après avis du Conseil d'Etat. Auderghem n'a pas été associée à cette phase. La version du PAD approuvée par le Gouvernement n'a fait l'objet à ce jour d'aucune diffusion.

Le PAD sera publié au Moniteur pour entrer en vigueur. Ce n'est pas encore le cas.

Nous ne sommes ni en mesure de vous transmettre la version approuvée du PAD, ni de diffuser une information fiable ou d'organiser une réunion d'information pour le public.

De ce que nous avons appris, voici certains éléments qui semblent acquis suite aux demandes importantes pour la commune:

- Réduction de certains gabarits par rapport à la première lecture sur la plupart des sites en accroche, plus particulièrement sur le site Demey mais malheureusement pas pour l'immeuble élevé prévu à Delta.
- Suppression, semble-t-il, des prescriptions relatives au site en accroche le long de la chaussée de Wavre face au stade communal.
- La surface de 2,4 ha correspond à un parc d'une largeur moyenne de 50m sur la frange nord-ouest du site Demey. Lors de l'aménagement du futur parc, la partie des potagers en zone d'habitation rue de la Vignette, devra être relocalisée au sein du parc.

Nous ne pouvons à ce stade vous en dire beaucoup plus.

Vous vous souviendrez que le Collège avait clairement indiqué que les travaux d'infrastructures devaient précéder les éventuels développements des sites en accroche. En juillet 2021, nous avons eu vent que cette demande n'était pas prise en compte et nous avons réagi publiquement en rappelant cette exigence incontournable.

D'où, l'introduction dans le PAD d'une prescription réglementaire sur le phasage entre immobiliers et infrastructures de mobilité et des engagements sur la production en vue de l'adoption du PAD de notes opérationnelles et budgétaires (planning, budgets, études) sur les infrastructures de mobilité avant l'approbation du PAD. Nous attendons des Ministres compétents pour ces matières qu'ils produisent des documents précis permettant de suivre la bonne exécution du PAD et s'engagent clairement à les exécuter. Le P+R et sa desserte par les transports publics est à cet égard la phase initiale indispensable.

Ces infrastructures nécessitent des demandes de permis d'urbanisme qui seront soumis aux procédures habituelles. Nous ne nous attendons pas à des travaux avant la fin de cette décennie vu les études et procédures nécessaires pour permettre de les entamer. Mais, nous demandons qu'on lance rapidement ces études et les procédures nécessaires.

Dès après la publication du PAD, nous l'évaluerons et examinerons l'attitude qu'il convient d'adopter en fonction de ce qu'il rencontre suffisamment ou non nos préoccupations. Toute dernière nouvelle : depuis cette fin d'après-midi, Perspective a mis en ligne les documents approuvés sur son site. Cela ne remplace pas la seule publication officielle prévue, le Moniteur.

Le 22 novembre 2021, le 1er Comité de pilotage de la plateforme Herrmann-Debroux a été réuni. Il s'agissait d'une réunion d'installation et de présentation de notes budgétaires succinctes et de planifications encore très approximative. Nous attendons de pouvoir consulter les documents approuvés.

Le 29 mars 2022 s'est tenue la première réunion de démarrage de l'étude d'opportunité et de faisabilité technique et financière d'un P+R dans le cadre du hub de mobilité du PAD Herrmann-Debroux. Elle s'est tenue en présence du bureau d'études désigné. L'étude comportera un volet diagnostic, une analyse de divers scénarios et une étude financière. Nous attendons le PV de cette réunion. Le résultat de l'étude est attendu pour la fin de l'été. La perspective de mise en service du P+R ne peut être envisagée avant 2030. Nous considérons toujours que cette offre P+R est un préalable indispensable à la suite de l'exécution du PAD.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 13 mai 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyls, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 05.05.22

#Onderwerp : Mondelinge vragen van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI) en mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD) over de ontwikkeling van het RPA Herrmann-Debroux #

Openbare zitting

Secretariaat**Vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI)**

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

Op 28 april heeft de Brusselse regering in laatste lezing het ontwerp van Richtplan van Aanleg (RPA) goedgekeurd voor de zone Delta-Herrmann-Debroux. Ter herinnering: de belangrijkste ambitie van het stadsproject is de herinrichting van de E411-as tot een stadsboulevard, waarbij deze stadssnelweg wordt omgevormd in functie van een multimodale mobiliteit om wijken opnieuw met elkaar te verbinden en het reizen voor voetgangers en fietsers te vergemakkelijken. Het project heeft ook tot doel op de openbare ruimten en de groenzones van het gebied te verbeteren en de samenhang tussen de diverse aanwezige functies te versterken.

Na deze laatste lezing moet het ontwerp-RPA nu geoperationaliseerd worden en kunnen de timings voor de verschillende infrastructuurwerken nauwkeuriger worden uitgewerkt.

Wij hebben onlangs ook vernomen dat het begeleidingscomité dat met de operationalisering is belast, met zijn werkzaamheden is begonnen.

Ik heb dus enkele vragen omtrent het onderwerp:

- Heeft u meer details over de ontwikkeling van het dossier sinds het openbaar onderzoek? Is het advies van de gemeente Oudergem opgevolgd? Is in de definitieve versie van het plan rekening gehouden met de legitieme verzoeken van talrijke inwoners van Oudergem?
- Klopt het dat het begeleidingscomité met zijn werkzaamheden is begonnen? Zo ja, welke feedback kunt u hierover geven?
- Is er een communicatieplan na de definitieve goedkeuring van het RPA?
- Kan het college een gedetailleerd plan verstrekken van de datums waarop de verschillende werkzaamheden zullen plaatsvinden?

- Kan de gemeente de gemeenteraad alle documenten bezorgen met betrekking tot de laatste lezing van dit plan van aanleg?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie Paulissen

Gemeenteraadslid

Vraag van mevrouw Martine Maelschalck (MR-OpenVLD)

Mijnheer de voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Waarde collega's,

Het Richtplan van Aanleg Delta-Herrmann-Debroux is in derde lezing goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

Sinds het openbaar onderzoek dat eind 2019 is gevoerd, is transparantie hieromtrent eerlijkheidshalve niet de regel geweest in dit dossier. De burgers hebben geen officiële feedback ontvangen over de vraag of in de definitieve versie van het RPA rekening is gehouden met hun opmerkingen en verzoeken.

In het persbericht van de minister-president (gepubliceerd op 29 april) staat echter dat dankzij het openbaar onderzoek "het ontwerp van RPA rekening houdend met de adviezen van de geraadpleegde instanties, de gemeenten en de bewoners werd aangepast." Daaraan wordt toegevoegd: "Met de definitieve goedkeuring van het RPA ligt nu dus een *gedeelde* visie voor de stedelijke transformatie van deze stadstoegang vast."

Daarom richten we ons tot het college om meer informatie te ontvangen over dit dossier, waarvan we u niet hoeven te herinneren hoe belangrijk deze kwestie is voor de toekomst van onze gemeente.

Vandaar onze volgende vragen:

- Kunt u ons zeggen welke aanpassingen in het RPA zijn aangebracht om rekening te houden met de resultaten van het openbaar onderzoek en de adviezen van de gemeenten?
- Hoe denkt Oudergem de evolutie van het dossier op te volgen met betrekking tot: fasering van de werken, aanleg/verwijdering van P+R, multimodaliteit, bouwplaatsen, aanpassing van de infrastructuur, enz.?
- Hoe zullen de omwonenden op de hoogte worden gehouden van de verschillende fasen van de enorme bouwplaats van het RPA?
- Zou het geen goed idee zijn om te beginnen met het plannen van een informatie- en/of raadplegingsproces met de omwonenden?

Wij danken u.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, gemeenteraadsliden MR-Open VLD

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen:

Waarde collega's,

Een korte herhaling van de procedure voor het opstellen van een RPA is hier op haar plaats.

Na het openbaar onderzoek en de adviezen van de burgers en diverse instanties heeft de Regering alle ontvangen bijdragen onderzocht, met inbegrip van de door onze gemeenteraad ingediende bijdrage. Ze heeft ongetwijfeld de antwoorden gegeven die ze nuttig en wenselijk achtte via de tweede en derde lezing na advies van de Raad van State. Oudergem was niet betrokken bij deze fase. Deze versie van het RPA goedgekeurd door de Regering is op heden nog niet verspreid.

Het RPA zal in het Staatsblad worden gepubliceerd om van kracht te worden. Dat is nog niet het geval.

Wij zijn niet in staat u de goedgekeurde versie van het RPA te verstrekken, noch om betrouwbare informatie te verspreiden of een voorlichtingsbijeenkomst voor het publiek te organiseren.

Uit wat wij hebben vernomen, zijn hier enkele elementen die verworven lijken na de belangrijke vragen voor de gemeente:

- Vermindering van sommige bouwprofielen ten opzichte van de eerste lezing op de meeste naburige sites, met name op de Demey-site, maar helaas niet voor de geplande hoogbouw in Delta.
- Schrapping, zo lijkt het, van de voorschriften voor de site langs de Waversesteenweg tegenover het gemeentelijk stadion.

- De oppervlakte van 2,4 ha komt overeen met een park met een gemiddelde breedte van 50 m aan de noordwestelijke rand van de Demey-site. Bij de aanleg van het toekomstige park zal het deel van de moestuinen in het woongebied in de Kleine Wijngaardstraat moeten worden verplaatst binnen het park.

Wij kunnen u in dit stadium niet veel meer vertellen.

U zult zich herinneren dat het college duidelijk heeft gesteld dat de infrastructuurwerkzaamheden vooraf moeten gaan aan de ontwikkeling van de naburige sites. In juli 2021 vernamen wij dat met dit verzoek geen rekening werd gehouden en wij hebben publiekelijk gereageerd door deze onvermijdelijke eis te herhalen.

Vandaar de opneming in het RPA van een regelgevend voorschrift over de fasering tussen vastgoed en mobiliteitsinfrastructuur en van verbintenissen, met het oog op de goedkeuring van het RPA, inzake de opstelling van operationele en budgettaire nota's (planning, begrotingen, studies) over mobiliteitsinfrastructuur voordat het RPA wordt goedgekeurd. Wij verwachten van de voor deze zaken verantwoordelijke ministers dat zij nauwkeurige documenten opstellen voor het toezicht op de correcte uitvoering van het RPA en dat zij zich duidelijk engageren voor de uitvoering ervan. De P+R en de bediening ervan door het openbaar vervoer vormen in dit verband de noodzakelijke eerste fase.

Voor deze infrastructuur moeten aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen worden ingediend, waarvoor de gebruikelijke procedures moeten worden gevolgd. Wij verwachten niet dat er vóór het einde van dit decennium werkzaamheden zullen worden uitgevoerd, gezien de studies en procedures die nodig zijn om met de werkzaamheden te kunnen beginnen. Maar wij vragen dat deze studies en de nodige procedures snel worden opgestart.

Zodra het RPA is gepubliceerd, zullen wij het evalueren en nagaan welk standpunt wij moeten innemen, afhankelijk van de vraag of het in voldoende mate aan onze bezorgdheden tegemoet komt. Laatste nieuwigheid: sinds vanmiddag laat heeft Perspective de goedgekeurde documenten op haar website gezet. Dit komt niet in de plaats van de enige officiële publicatie die gepland is, in het Staatsblad.

Op 22 november 2021 is het eerste stuurcomité van het Herrmann-Debroux-platform bijeengekomen. Het was een installatievergadering en een presentatie van beknopte begrotingsnota's en een nog zeer ruwe planning. We wachten om de goedgekeurde documenten te kunnen raadplegen.

Op 29 maart 2022 vond de eerste startvergadering plaats voor de technische en financiële haalbaarheidsstudie voor een P+R in het kader van de mobiliteitshub van het RPA Herrmann-Debroux. Deze vond plaats in aanwezigheid van het benoemde studiebureau. De studie zal een diagnostische component, een analyse van verschillende scenario's en een financiële studie omvatten. Wij wachten op de notulen van deze vergadering. Het resultaat van de studie wordt tegen het einde van de zomer verwacht. Verwacht wordt dat de P+R niet vóór 2030 operationeel zal zijn. Wij beschouwen dit P+R-aanbod nog steeds als een noodzakelijke voorwaarde voor de verdere uitvoering van het RPA.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 13 mei 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyna, *Conseillers communaux*.

Séance du 05.05.22

#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos des logements sociaux #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Chers Collègues,

Un article de la « Dernière Heure » du 19 avril 2022 fait référence à la progression trop lente du nombre de logements sociaux dans la Région de Bruxelles-Capitale. La Secrétaire d'Etat au Logement, Nawal Ben Hamou, y fustige les communes du sud de Bruxelles où la progression serait plus lente que dans d'autres communes. Elle se permet même d'ironiser sur le manque de foncier disponible.

Dans le même article, le bourgmestre d'Uccle, pour sa part, relève qu'il y a à Bruxelles de nombreux bureaux inoccupés (encore davantage depuis la crise du covid) qui pourraient être transformés en logements sans que l'on doive toucher à l'espace foncier.

Cette situation et l'attitude de la Secrétaire d'Etat soulèvent quelques questions.

- Combien y a-t-il de logements sociaux à Auderghem, quelle a été l'évolution sur 5 ans et quels sont les projets pour les années à venir ?
- Y a-t-il actuellement des logements sociaux vides, ou à réhabiliter ? Si oui, combien ?
- Une réflexion a-t-elle été entamée, au niveau de la commune et/ou de la Région, et aussi avec les propriétaires des lieux, pour réaménager des surfaces de bureaux vides en logements ?
- La Région peut-elle inciter les communes à accélérer le mouvement de construction de logements sociaux ? Le PAD qui vient d'être approuvé en 3^{ème} lecture aura-t-il une influence sur le parc de logements sociaux ?
- Pouvez-vous nous donner une idée de la surface de foncier disponible à Auderghem ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin

Madame la Conseillère,

Cher Collègues,

Je vous remercie pour votre question et vais vous donner ici quelques clarifications.

Conformément au Code du Logement, la gestion des logements sociaux est attribuée, en Région bruxelloise, aux Sociétés immobilières de Service public, les SISP, sous le contrôle de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, la SLRB.

16 SISP sont présentes en région bruxelloise, dont 3 à Auderghem ; En Bord de Soignes, Le Logis Floréal et Commensia. Ces trois SISP se partagent la gestion de près de 900 logements sociaux sur le territoire d'Auderghem, une grande majorité appartenant à la Société En Bord de Soignes.

Par rapport à l'augmentation du nombre de ce type de logements, leur acquisition et leur rénovation, la Commune ne dispose d'aucun pouvoir d'action réel en ce qui concerne leur programme d'investissements. Celui-ci est géré par la SISP qui en est propriétaire et piloté par la SLRB. Nous ne disposons donc pas d'informations précises à ce sujet même si nous savons que ces SISP répondent régulièrement aux programmes de subventionnement et d'investissement prévus par la SLRB.

L'administration communale gère quant à elle, via son service de la régie foncière, des logements dits à loyers modérés. Si ces logements ne peuvent légalement prendre la dénomination de « sociaux » ils constituent néanmoins des logements à vocation sociale car nous tenons à les attribuer sur base des mêmes critères que pour les logements « sociaux » de la Région.

Ces logements peuvent donc s'apparenter à des logements sociaux même s'ils ne sont jamais repris dans les statistiques officielles. Le service de la régie – communale a en gestion l'occupation de 116 logements de ce type. Le nombre de chambres est de plus ou moins 280, donnée qui vous donne un ordre d'idée sur le nombre de locataires qui les occupent.

Par ailleurs, je tiens à souligner l'effort important entrepris par la commune d'Auderghem ces dernières années pour augmenter son parc de logement. En effet, la Commune a acquis, depuis 2019, pas moins de 6 immeubles regroupant 14 logements. 8 dans l'immeuble situé avenue du Kouter 87, 3 dans l'immeuble situé au 1975 et 1977 chaussée de Wavre, 1 autre au numéro 1582, 2 maisons unifamiliales situées chaussée de Wavre 1570 et avenue Isidore geyskens, numéro 10. Tous ces immeubles sont soit en cours de rénovation, soit en cours d'étude de rénovation.

Ceci représente un investissement conséquent puisque l'acquisition et la rénovation des immeubles précités représente un montant de plus de 5 millions d'euros.

Vous l'aurez compris, si ces logements ne sont pas compris dans les chiffres mis en avant par la Secrétaire d'Etat au logement, ils améliorent néanmoins significativement l'effort qu'Auderghem fournit en matière de logements à vocation sociale, ce qui me permet ici de relativiser quelque peu la critique.

Pour en revenir aux SISP et vu ce que j'ai expliqué au début de ma réponse, je ne peux vous donner le nombre exact de logements inoccupés au sein des logements sociaux présents sur le sol de la commune.

En ce qui concerne le réaménagement de surfaces de bureaux en logements, si des réflexions sont actuellement en cours à ce sujet au niveau régional, notamment en raison de l'afflux massif de réfugiés ukrainiens, la Commune n'est pas et ne peut pas non plus être le premier acteur à la manœuvre. D'une part, pour des raisons légales et d'autre part pour des raisons financières et d'opportunité. En effet, outre les modalités de dispense de permis d'urbanisme pour réaliser ce changement d'affectation, pas toujours claires, l'investissement que cela représenterait ne peut être supporté par l'administration communale seule. Par ailleurs, le caractère précaire de ce type d'installation va à l'encontre des objectifs communaux en terme de logements, qui visent, plutôt, l'acquisition, la création et la gestion de logements durables.

Toutefois, il est clair que la nécessité de se pencher sur cette solution, pour des situations de crises comme celle que nous vivons actuellement, est importante. A ce sujet, les réunions hebdomadaires que nous tenons avec les instances régionales nous ont appris qu'une proposition d'ordonnance visant à dispenser, clairement, ce type de réaffectations de permis d'urbanisme va être déposée au Parlement bruxellois.

Nous soutiendrons bien entendu la mise en œuvre de ce type de réaffectation, comme nous l'avons déjà fait, notamment, pour l'installation du Samu Social.

Ensuite, la sachez que la Région de Bruxelles-Capitale ne manque pas d'inciter les acteurs publics à acquérir, à rénover des immeubles de logements à vocation sociale. Le SPRB publie, annuellement, des appels à projets auquel nous répondons systématiquement. Ce fut notamment le cas de l'immeuble en cours de rénovation dans l'avenue du Kouter, pour lequel cet organisme a financé une grande partie des coûts d'acquisition et de rénovation. Bien entendu, cet octroi de subsides est conditionné, pour ce qui nous concerne, à la mise en location à prix modéré des logements publics créés et/ou rénovés. Cette année encore

nous venons de recevoir cet appel à projet auquel nous ne manquerons pas de répondre dans le cadre de la réalisation des projets susmentionnés.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du PAD Hermann Debroux, la volonté régionale est de pouvoir construire de nouveaux logements publics sur les différents sites en accroche.

Enfin, en ce qui concerne votre question sur le foncier encore disponible à Auderghem, sa superficie n'est pas grande compte tenu, d'une part, des espaces déterminés comme non-bâtissables et, d'autre part, du type de bâti présent sur le territoire communal. Toutefois, la Commune dispose d'un règlement-taxé concernant les terrains non-bâties lequel s'applique annuellement sur les propriétaires de ces terrains bâtissables. Si cette taxe constitue une ressource financière non-négligeable pour la Commune, elle constitue également un poids fiscal destiné à inciter ces propriétaires à exploiter ou à vendre ces terrains. A cet égard, notre administration, en tant qu'acteur en matière de logement, reste évidemment attentive aux acquisitions intéressantes pour le développement de nouveaux logements publics.

Le foncier qui subsiste appartient en fait soit à la SISP « EBDS », soit à la région, je veux parler ici des 4 ha de terrain situés sur le triangle delta et pour lequel des projets (entre autres de logements sociaux) se font attendre depuis plusieurs années.

J'espère avoir pu répondre favorablement à vos interrogations et reste à votre disposition pour toute remarque ou question.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 13 mai 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wynaes, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 05.05.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over sociale huisvesting
#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Waarde collega's,

In een artikel in La Dernière Heure van 19 april 2022 wordt gewag gemaakt van de te trage vooruitgang van het aantal sociale woningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Staatssecretaris voor Huisvesting Nawal Ben Hamou uit kritiek op de gemeenten in het zuiden van Brussel, waar de vorderingen trager verlopen dan in andere gemeenten. Het neemt zelfs de vrijheid om ironisch te spreken over een gebrek aan beschikbare grond.

In hetzelfde artikel wijst de burgemeester van Ukkel erop dat er Brussel veel leegstaande kantoren telt (nog meer sinds de crisis) die tot woningen zouden kunnen worden verbouwd zonder aan het grondgebruik te raken.

Deze situatie en de houding van de staatssecretaris roepen enkele vragen op.

- Hoeveel sociale woningen zijn er in Oudergem, wat is de evolutie over de laatste 5 jaar en wat zijn de plannen voor de komende jaren?
- Zijn er momenteel leegstaande sociale woningen of woningen die gerenoveerd moeten worden? Indien ja, hoeveel?
- Is er op het niveau van de gemeente en/of het Gewest, net als met de eigenaars van de panden, nagedacht over de herbestemming van leegstaande kantooruimte tot wooneenheden?
- Kan het Gewest de gemeenten ertoe aanzetten om de bouw van sociale woningen te versnellen? Zal het RPA, dat zopas in derde lezing is goedgekeurd, een invloed hebben op het sociale huisvestingsbestand?
- Kunt u ons een idee geven van de hoeveelheid beschikbare grond in Oudergem?

Wij danken u.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, gemeenteraadsleden MR-Open VLD

Antwoord van de heer Michel Blampain, schepen

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,
Beste collega's,

Ik dank u voor uw vraag en zal u hieromtrent wat opheldering geven.

Overeenkomstig de huisvestingswet is het beheer van de sociale huisvesting in het Brussels Gewest toevertrouwd aan de Openbare vastgoedmaatschappijen (OVM's), onder toezicht van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, de BGHM.

Het Brusselse Gewest telt 16 OVM's, waarvan 3 in Oudergem: En Bord de Soignes, Le Logis Floréal en Commensia. Onder deze drie OVM's is het beheer verdeeld van bijna 900 sociale woningen in de regio Oudergem, waarvan de grote meerderheid toebehoort aan de maatschappij En Bord de Soignes.

Wat betreft de toename van het aantal van dit soort woningen, de aankoop en de renovatie ervan, heeft de gemeente geen echte bevoegdheid om op te treden met betrekking tot hun investeringsprogramma. Dat wordt beheerd door de OVM, die er eigenaar van is en wordt aangestuurd door de BHVM. We beschikken dus niet over precieze informatie over dit onderwerp, hoewel wij weten dat deze OVM's regelmatig ingaan op de subsidie- en investeringsprogramma's van de BHVM.

Het gemeentebestuur beheert zelf de zogenaamde woningen met matige huurprijzen via zijn dienst Grondregie. Hoewel deze woningen juridisch geen "sociale huisvesting" kunnen worden genoemd, zijn het toch woningen met een sociaal doeleinde omdat we ze toewijzen op basis van dezelfde criteria die gelden voor de "sociale" woningen van het Gewest.

Deze woningen kunnen derhalve als sociale huisvesting worden beschouwd, ook al worden zij nooit in de officiële statistieken opgenomen. De gemeente dienst Grondregie beheert de het gebruik van 116 van dergelijke woningen. Het aantal kamers bedraagt ongeveer 280, wat u een idee geeft van het aantal huurders dat erin woont.

Ik zou ook willen wijzen op de grote inspanningen die de gemeente Oudergem de laatste jaren heeft geleverd om haar woningbestand uit te breiden. Sinds 2019 heeft de gemeente immers niet minder dan 6 gebouwen met 14 woningen verworven. 8 in het gebouw gelegen aan de Kouterlaan 87, 3 in het gebouw gelegen aan de Waversesteenweg 1975 en 1977, 1 ander op nummer 1582, 2 eengezinswoningen gelegen te Waversesteenweg 1570 en Isidore Geyskenslaan 10. Al deze gebouwen worden gerenoveerd of ondergaan een renovatiestudie.

Dit is een aanzienlijke investering, aangezien met de aankoop en renovatie van de bovengenoemde gebouwen meer dan 5 miljoen euro is gemoeid.

U zult begrepen hebben dat deze woningen weliswaar niet zijn opgenomen in de cijfers van de staatssecretaris voor huisvesting, maar dat zij de inspanningen van Oudergem op het gebied van sociale huisvesting toch aanzienlijk verbeteren, waardoor ik de kritiek enigszins kan relativiseren.

Om terug te komen op de OVM's, en gelet op wat ik aan het begin van mijn antwoord heb uitgelegd, kan ik u geen exact aantal leegstaande sociale woningen op het grondgebied van de gemeente geven.

Wat de herbestemming van kantoorruimte tot woningen betreft, wordt er momenteel op gewestelijk niveau weliswaar over dit onderwerp gediscussieerd, met name vanwege de massale toestroom van Oekraïense vluchtelingen, maar de gemeente is niet de eerste actor die actie onderneemt en kan dat ook niet zijn. Enerzijds om juridische redenen en anderzijds om financiële en opportuniteitsredenen. Afgezien van de niet altijd even duidelijke modaliteiten voor een vrijstelling van bouwvergunning om deze bestemmingswijziging door te voeren, kan de investering die dit zou meebrengen niet alleen door het gemeentebestuur worden gedragen. Bovendien druist het tijdelijke karakter van dit soort inrichtingen in tegen de gemeentelijke doelstellingen op het gebied van huisvesting, die veeleer gericht zijn op het verwerven, creëren en beheren van duurzame huisvesting.

De noodzaak om zulke oplossing in crisissituaties zoals op dit moment te overwegen, is echter duidelijk en belangrijk. In dit verband hebben de wekelijkse vergaderingen die wij met de gewestelijke instanties houden, ons ervan in kennis gesteld dat een voorstel van ordonnantie aan het Brussels Parlement zal worden voorgelegd om dit soort herbestemming duidelijk vrij te stellen van de vergunningsverplichting.

Uiteraard zullen wij de tenuitvoerlegging van dit soort bestemmingswijziging ondersteunen, zoals wij bijvoorbeeld reeds hebben gedaan voor de inrichting van Samu Social.

Ten tweede moet u weten dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet nalaat de openbare actoren aan te moedigen om sociale woongebouwen te verwerven en te renoveren. De GOB publiceert jaarlijks projectoproepen, waarop wij systematisch reageren. Dit was het geval voor het gebouw op de Kouter dat wordt gerenoveerd en waarvan deze instelling een groot deel van de aankoop- en renovatiekosten heeft

gefinancierd. Uiteraard is deze toekenning van subsidies, wat ons betreft, afhankelijk van de voorwaarde dat de gecreëerde en/of gerenoveerde openbare huisvesting tegen gematigde prijzen wordt verhuurd. Ook dit jaar hebben wij deze projectoproep ontvangen, waarop wij in het kader van de bovengenoemde projecten zeker zullen ingaan.

In het kader van de uitvoering van het RPA Hermann-Debroux wil het Gewest bovendien op de verschillende terreinen nieuwe sociale woningen kunnen bouwen.

Tot slot, met betrekking tot uw vraag over de nog beschikbare gronden in Oudergem, kan ik u zeggen dat de oppervlakte daarvan niet groot is, rekening houdend met enerzijds de gebieden die als bouwvrij zijn aangemerkt en anderzijds het soort gebouwen dat op het gemeentelijk grondgebied aanwezig is. De gemeente heeft echter een belastingregeling voor onbebouwde grond, die jaarlijks wordt toegepast op de eigenaars van dergelijke bouwgrond. Hoewel deze belasting een niet te verwaarlozen financiële bron voor de gemeente is, vormt zij ook een belastingdruk die bedoeld is om deze eigenaars ertoe aan te zetten deze percelen te exploiteren of te verkopen. In dit verband blijft ons bestuur, als speler op het gebied van huisvesting, uiteraard aandachtig voor interessante aankopen voor de ontwikkeling van nieuwe openbare huisvesting.

De resterende grond is in feite eigendom van de OVM "EBDS" of van het gewest, en ik heb het over de 4 ha grond gelegen aan de deltadriehoek, waarvoor de projecten (waaronder voor sociale huisvesting) al meerdere jaren op zich laten wachten.

Ik hoop dat ik uw vragen afdoende heb kunnen beantwoorden en blijf tot uw beschikking voor eventuele opmerkingen of vragen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT Oudergem, 13 mei 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyna, *Conseillers communaux*.

Séance du 05.05.22

#Objet : Question orale de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de l'accident de chantier rue du Moulin à Papier #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Chers Collègues,

Jeudi 21 avril, un engin destiné à installer des pieux de fondation s'est abattu sur une façade et une voiture de la rue du Moulin à Papier. Cet engin travaillait sur le chantier de démolition/construction d'un nouvel immeuble d'habitations situé en face de la maison accidentée.

Cet accident aurait pu avoir des conséquences dramatiques : en effet, une piétonne qui passait par là a été avertie par les ouvriers du chantier du danger imminent et elle n'a eu que le temps de s'enfuir in extremis.

On peut se demander comment ce genre d'accident peut arriver sur un chantier géré par une entreprise ayant pignon sur rue comme BPI Real Estate, filiale du groupe CFE déjà bien implanté dans la commune.

Cela vient hélas confirmer les craintes manifestées de longue date par les riverains quant aux risques potentiels liés à l'ampleur du chantier et au choix de démolition totale de la structure antérieure.

Ce qui nous amène à poser les questions suivantes :

- Le sol d'Auderghem est marécageux à de nombreux endroits, et particulièrement au bord de la Woluwe. Une étude du sol a-t-elle été réalisée avant d'entamer des travaux de grande ampleur, avec création d'un niveau supplémentaire de parking souterrain ? Comment avez-vous pris en compte les inquiétudes des riverains à ce sujet ?
- Qui donne le feu vert pour la circulation et l'installation d'engins de grande taille dans une rue étroite ? Qui décide du périmètre de sécurité à respecter ?
- Comment s'organise la présence et l'action des représentants de la commune pour surveiller les travaux et vérifier que les normes de sécurité sont respectées ?
- Après cet événement traumatisant, y a-t-il eu une communication aux riverains ? Une prise en charge ?
- Quelles sont les conclusions de l'examen de la maison accidentée ? La stabilité des maisons voisines a-t-elle également été examinée ? Si non, pourquoi ?

- Un état des lieux des maisons de la rue du Moulin à Papier a-t-il été effectué avant le début des travaux, comme cela a été fait avenue Demey avant le début des travaux avenue Van Nieuwenhuysse? Si non, pourquoi ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Mesdames les Conseillères,

Je vous remercie pour cette question à propos d'un accident qui aurait pu se révéler bien plus dramatique dans ces conséquences.

Madame la Bourgmestre et moi-même, nous nous sommes immédiatement rendus sur les lieux. Nous nous sommes concertés de manière étroite avec les services de secours, police et pompiers, les responsables du chantier, les impétrants (eau, gaz, électricité) et bien sûr, nous avons été longuement à l'écoute des riverains dont les témoins directs.

Fort heureusement, il n'y a eu aucun blessé. Seuls des dégâts matériels ont été constatés. D'après nos informations, ils sont certes dommageables pour la maison concernée mais heureusement limités, semble-t-il, à la façade avant (brique de parement) sans dégâts structurels mettant en péril la stabilité de la seule maison concernée. Celle-ci était heureusement inoccupée au moment de l'accident. Elle est habitable d'après les constats réalisés par les pompiers et la police et avec la vérification de l'ingénieur en stabilité mandaté par le constructeur.

Des mesures ont été prises pour éviter des sur-accidents. C'est ainsi que notamment, l'alimentation en eau potable a été interrompue et des « col de cygnes » ont été mis à disposition des riverains.

Le soir même, avec toutes les précautions nécessaires, des dispositions ont été prises pour dégager la voirie complètement barrée par l'engin. Le lendemain, ces travaux urgents et les travaux de rétablissement de l'alimentation en eau se sont achevés.

Madame la Bourgmestre vous explicitera les contacts et mesures prises avec les propriétaires de la maison endommagée.

Un chantier un tant soit peu important génère souvent bien des craintes et nous y sommes attentifs. Heureusement, les accidents sont rares et les accidents graves exceptionnels.

Pour en venir à vos questions plus précises.

Ce genre de projet est précédé de nombreuses études techniques et celles-ci sont affinées et au besoin réévaluées en fonction de l'évolution des informations disponibles suite aux travaux de démolition notamment. La loi impute cette responsabilité aux acteurs de la construction pas aux communes. Nous veillons toujours à ne pas engager la responsabilité de la commune dans des matières qui ne relèvent pas de ses compétences.

Contrairement à ce que vous affirmez, le projet actuel ne prévoit pas de niveau de parking supplémentaire. Le caractère marécageux du sous-sol a été pris en compte dès la conception du projet mais les techniques mises en œuvre ont évolué pour limiter les nuisances liées aux vibrations associées à la démolition puis pour tenir compte des découvertes de structures et massifs de béton et maçonneries insoupçonnées dans le sous-sol de l'immeuble existant. C'est ainsi qu'en accord avec Bruxelles-Environnement, une enceinte étanche a été réalisée sur le pourtour du chantier pour permettre un pompage de l'eau limité à ce périmètre et ne pas entraîner de nouveaux désordres dans les habitations riveraines. Ce pompage est indispensable à la bonne exécution du chantier. Nous avons veillé en permanence à ce que les questions des riverains regroupées par une petite délégation attentive soient prises en compte par les constructeurs lors de réunions souvent hebdomadaires. Nous sommes intervenus au besoin et avons assisté avec eux à des rencontres plus larges.

Pour tout chantier de cette importance, une déclaration de chantier doit être faite et le Collège analyse celle-ci avec les divers services communaux concernés et la police. Des conditions sont émises. Les transports exceptionnels et les autorisations dérogeant aux règles habituelles du chantier doivent faire l'objet d'un arrêté du Bourgmestre. Les demandes sont analysées de la même manière.

L'intervention d'un coordinateur de sécurité est obligatoire sur tous les chantiers où travaillent plus d'un entrepreneur, même si ces divers entrepreneurs ne sont jamais présents simultanément sur le chantier.

Le coordinateur de sécurité a pour mission de maîtriser le risque qui résulte de l'interaction de divers entrepreneurs.

La commune peut vérifier si les permis d'urbanisme et d'environnement sont respectés. La surveillance du

respect des normes de sécurité n'est pas de son ressort.

Le Bourgmestre peut prendre des arrêtés dans diverses matières qui touchent à l'ordre public sur base des articles 135 et 133 alinéa 2 de la Nouvelle loi communale. Il est nécessaire que l'arrêté soit précédé d'une constatation soit personnelle du Bourgmestre soit des services communaux ou de police. A l'exception d'un cas d'urgence impérieuse, il est indispensable que l'intéressé à qui l'arrêté sera destiné puisse faire valoir ses moyens de défense utilement. Par ailleurs, le Bourgmestre devra toujours justifier son arrêté par les considérations liées à l'ordre public qui sous-tendent son action.

Il ne s'agit donc pas d'un rôle de surveillance continue du chantier.

Des états des lieux ont été réalisés. Selon les témoignages reçus des riverains, ceux-ci ont été bien réalisés.

Les contacts avec les habitants se poursuivent. Avec Madame la Bourgmestre, nous rencontrons une délégation demain. Nous avons aussi demandé au constructeur d'interrompre ses travaux dans l'attente de la communication des causes de l'accident et des mesures prises pour limiter suffisamment les risques pour permettre la reprise du chantier. Nous avons demandé une validation de cela par le bureau de contrôle SECO.

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre

Merci monsieur l'échevin. Je me suis effectivement rendue sur place dès l'annonce de la chute de la grue et y ai passé tout l'après-midi, à l'écoute des riverains et en contact avec toute une série d'acteurs : police, pompiers, impétrants. Au-delà de la sécurisation de tout le quartier dont M. Lefèbvre a parlé il fallait aussi prendre contact avec les occupants de la maison qui étaient en train de rentrer de vacances et les reloger le cas échéant. Cela ne s'est pas avéré nécessaire mais je suis revenue en soirée pour les accueillir à leur retour de vacances et échanger avec eux. Comme Monsieur l'échevin l'a signalé aucune reprise de chantier n'est autorisée sans que les causes de l'accident ne soient clairement identifiées et sans une réunion préalable entre l'entrepreneur et les riverains qui souhaitent légitimement s'assurer que cela ne se reproduira plus. Un arrêté a été pris pour permettre l'évacuation d'un dernier bout de la grue qui était resté dans le chantier pour permettre son expertise. Un toute boîte en a prévenu les riverains ainsi que de la non reprise du chantier tant que toute la clarté n'était pas faite et toutes les assurances prises pour la suite. Comme m l'échevin l'a aussi dit nous revoyons les riverains demain.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 13 mai 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wynaes, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 05.05.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over het ongeluk op de bouwplaats in de Papiermolenstraat #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Waarde collega's,

Op donderdag 21 april is in de Papiermolenstraat een machine voor het plaatsen van funderingspalen op een gevel en een auto gevallen. Deze machine was aan het werk op de afbraak-/bouwplaats van een nieuw appartementsgebouw tegenover het geraakte huis.

Dit ongeval had dramatische gevolgen kunnen hebben: een passerende voetganger werd door de bouwvakkers gewaarschuwd voor het dreigende gevaar en kon slecht op het nippertje eraan ontsnappen.

Men kan zich afvragen hoe een dergelijk ongeval kan gebeuren op een bouwplaats die wordt beheerd door een bedrijf met een gevestigde reputatie zoals BPI Real Estate, een dochteronderneming van de groep CFE die reeds een gevestigde naam is in de gemeente.

Helaas bevestigt dit de vrees die de omwonenden al geruime tijd koesteren ten aanzien van de potentiële risico's die verbonden zijn aan de omvang van de bouwplaats en de keuze voor volledige afbraak van de oude structuur.

Dit leidt ons tot de volgende vragen:

- De bodem van Oudergem is op veel plaatsen drassig, vooral langs de Woluwe. Is er een bodemonderzoek uitgevoerd alvorens met de grootschalige werkzaamheden, waaronder de aanleg van een extra ondergronds parkeerniveau, te beginnen? Hoe hebt u in dit verband rekening gehouden met de bezorgdheid van de omwonenden?
- Wie geeft de goedkeuring voor het verkeer en de plaatsing van grote machines in een smalle straat? Wie beslist over de veiligheidsperimeter?
- Hoe is de aanwezigheid en het optreden van vertegenwoordigers van de gemeente georganiseerd om toezicht te houden op de werkzaamheden en te controleren of de veiligheidsnormen worden nageleefd?
- Is er na deze traumatische gebeurtenis nog gecommuniceerd met de omwonenden? Een tenlasteneming?

- Wat zijn de bevindingen van het onderzoek van het beschadigde huis? Is de stabiliteit van naburige huizen ook onderzocht? Indien niet, wat is daar de reden van?
- Werd er vóór de aanvang van de werken een enquête gehouden over de huizen in de Papiermolenstraat, zoals in de Demeylaan vóór de aanvang van de werken in de Van Nieuwenhuyselaan? Indien niet, wat is daar de reden van?

Wij danken u.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, gemeenteraadsleden MR-Open VLD

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen:

Geachte mevrouwen gemeenteraadsleden,

Bedankt voor deze vraag over een ongeval dat veel dramatischere gevolgen had kunnen hebben.

De burgemeester en ik zijn onmiddellijk ter plaatse gegaan. Wij hebben nauw overleg gepleegd met de hulpdiensten, de politie en de brandweer, de verantwoordelijken van het terrein, de nutvoorzieningen (water, gas, elektriciteit) en natuurlijk hebben we uitvoerig geluisterd naar de omwonenden, waaronder degenen die er rechtstreeks getuige van waren.

Gelukkig waren er geen gewonden. Er is alleen materiële schade vastgesteld. Volgens onze informatie is er zeker schade aan het betrokken huis, maar gelukkig lijkt dit beperkt te blijven tot de voorgevel (gevelsteen) zonder enige structurele schade die de stabiliteit van het enige betrokken huis in gevaar brengt. Gelukkig was er niemand aanwezig op het moment van het ongeluk. Het is bewoonbaar volgens de bevindingen van de brandweer en de politie en met de verificatie van de stabiliteitsingenieur in opdracht van de bouwer.

Er zijn maatregelen genomen om ergere ongelukken te voorkomen. Zo werd bijvoorbeeld de drinkwatervoorziening onderbroken en werden "zwanenhalzen" ter beschikking gesteld van de omwonenden.

Die avond werden, met alle nodige voorzorgsmaatregelen, regelingen getroffen om de door de machine volledig versperde rijweg vrij te maken. De volgende dag werden deze dringende werkzaamheden en de werkzaamheden om de watervoorziening te herstellen voltooid.

De burgemeester zal de contacten en maatregelen met de eigenaars van het beschadigde huis toelichten.

Elk groot bouwproject zorgt vaak voor veel bezorgdheden, daar zijn we ons bewust. Gelukkig zijn ongevallen zeldzaam en ernstige ongevallen uitzonderlijk.

Ik ga in op uw meer specifieke vragen.

Dit soort projecten wordt voorafgegaan door talrijke technische studies, die worden verfijnd en zo nodig opnieuw geëvalueerd naargelang de ontwikkeling van de beschikbare informatie, met name na de afbraakwerkzaamheden. De wet legt deze verantwoordelijkheid bij de bouwondernemingen, niet bij de gemeenten. Wij zijn altijd voorzichtig om de verantwoordelijkheid van de gemeente niet te betrekken bij zaken die niet onder haar bevoegdheid vallen.

In tegenstelling tot wat u stelt, omvat het huidige project geen extra parkeerniveau. Al in de ontwerpfase van het project werd rekening gehouden met de drassige aard van de ondergrond, maar de toegepaste technieken zijn ontwikkeld om de overlast van de met de afbraak gepaard gaande trillingen te beperken, en vervolgens om rekening te houden met de ontdekking van onvermoede structuren, betonblokken en metselwerk in de ondergrond van het bestaande gebouw. Zo is in overleg met Leefmilieu Brussel een waterdichte omwalling gerealiseerd rond de perimeter van de bouwplaats, zodat het water alleen binnen deze perimeter kan worden weggepompt en geen verdere onregelmatigheden kan veroorzaken aan de naburige huizen. Dit pompen is van essentieel belang voor de goede uitvoering van de bouwplaats. We hebben er voortdurend op toegezien dat de vragen van de buurtbewoners, verenigd door een kleine, aandachtige afvaardiging, door de bouwaannemers in aanmerking werden genomen tijdens vergaderingen, die vaak wekelijks werden gehouden. Wij kwamen tussenbeide wanneer nodig en woonden ruimere vergaderingen met hen bij.

Voor elke bouwplaats van dergelijke omvang moet een bouwplaatsaangifte worden opgesteld en het college analyseert deze met de verschillende betrokken gemeentediensten en de politie. Er zijn voorwaarden uitgevaardigd. Uitzonderlijk vervoer en vergunningen die afwijken van de gebruikelijke bouwplaatsregels moeten het voorwerp uitmaken van een besluit van de burgemeester. Aanvragen worden op dezelfde manier onderzocht.

De tussenkomst van een veiligheidscoördinator tijdens de uitvoeringsfase is verplicht op alle werven waar meer dan één aannemer aan het werk is, zelfs al zijn deze verschillende aannemers niet tegelijkertijd aanwezig op de werf.

De taak van de veiligheidscoördinator bestaat erin de risico's te beheersen die voortvloeien uit de interactie tussen de verschillende aannemers.

De gemeente kan nagaan of de stedenbouwkundige en milieuvergunningen worden nageleefd. Ze is niet bevoegd voor het toezicht op de naleving van de veiligheidsnormen.

De burgemeester kan op grond van de artikelen 135 en 133, lid 2, van de Nieuwe Gemeentewet besluiten uitvaardigen in diverse aangelegenheden die verband houden met de openbare orde. Het besluit moet worden voorafgegaan door vaststelling, hetzij persoonlijk door de burgemeester of door de gemeente- of politiediensten. Behalve in gevallen van uiterste dringendheid is het van essentieel belang dat de persoon tot wie het bevel is gericht, in staat zijn verweermiddelen te doen gelden. Bovendien moet de burgemeester een besluit steeds motiveren aan de hand van de overwegingen van openbare orde die ten grondslag liggen aan de actie.

Het gaat dus niet om een rol van permanent toezicht van de bouwplaats.

Er zijn plaatsbeschrijvingen opgemaakt. Volgens de getuigenissen van de omwonenden waren deze goed uitgevoerd.

De contacten met de omwonenden worden voortgezet. Samen met de burgemeester, ontmoeten we morgen een delegatie. Wij hebben de bouwonderneming ook gevraagd de werkzaamheden stop te zetten totdat de oorzaken van het ongeval bekend zijn en maatregelen zijn genomen om de risico's voldoende te beperken zodat de bouwplaats kan worden hervat. Wij hebben gevraagd om een validatie hiervan door het controlebureau SECO.

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester

Bedankt mijnheer de schepen. Ik ben meteen ter plaatse gegaan nadat de kraan was gevallen en heb er de hele namiddag doorgebracht, luisterend naar de buurtbewoners en in contact met een hele reeks actoren: politie, brandweerlieden, concessiehouders. Naast het beveiligen van de hele buurt, zoals de heer Lefèbvre opmerkte, moest ook contact worden opgenomen met de bewoners van het huis die terugkeerden van hun vakantie en moesten zij zo nodig geherhuisvest worden. Dit was niet nodig, maar ik kwam 's avonds terug om hen te verwelkomen terug van hun vakantie en met hen te praten. Zoals de schepen opmerkte, wordt geen toestemming gegeven voor hervatting van de werkzaamheden zonder dat de oorzaken van het ongeval duidelijk zijn vastgesteld en zonder dat vooraf een ontmoeting heeft plaatsgevonden tussen de aannemer en de omwonenden, die er terecht zeker van willen zijn dat zoiets niet meer zal gebeuren. Er is een besluit genomen om de verwijdering mogelijk te maken van een laatste stuk van de kraan dat op het terrein was achtergebleven om de expertise uit te voeren. De omwonenden werden via een huis-aan-huisbedeling gewaarschuwd dat de werkzaamheden niet zouden worden hervat voordat alle details duidelijk waren en alle noodzakelijke garanties voor de toekomst waren gegeven. Zoals de schepen ook al stelde, vindt er morgen opnieuw een ontmoeting plaats met de omwonenden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 13 mei 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 05.05.22

#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame (DéFI) à propos des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Les exigences de DéFI pour réduire les nuisances aériennes générées par l'aéroport de Bruxelles-National ne datent pas d'hier. Cela fait des années, en effet, que DéFI relaie les préoccupations légitimes des riverains et habitants concernés, et mène des actions. En 1999 déjà, à l'initiative de Didier Gosuin, alors Ministre de l'Environnement, la Région bruxelloise se dote d'un arrêté pour faire respecter le droit de tous les Bruxellois au sommeil et à un environnement sain. L'« arrêté Gosuin », dont l'application a été confirmée par les plus hautes instances judiciaires belges et européennes, était né. Il représente à ce jour la seule arme juridique dont dispose la Région pour fixer les limites acceptables en termes de bruit.

Le 30 mars 2017, ce conseil communal avait adopté une motion à l'unanimité visant à pallier le problème des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National tout en conciliant le développement économique de l'aéroport et qui rappelait nos différentes exigences dans ce dossier.

Pour tenter de résoudre le dossier du survol qui pourrait la vie politique belge depuis plus de 30 ans, le Ministre de la Mobilité, Georges Gilkinet (Écolo), mise notamment sur une plateforme de concertation à grande échelle. La première réunion a eu lieu loin des micros et caméras, à huis clos, fin septembre 2021, avec plus de 80 personnes à la table.

Direction et syndicats de l'aéroport, aiguilleurs du ciel, compagnies aériennes, associations de riverains, bourgmestres bruxellois et des deux Brabant : le panel qui compose cette méga conférence appelée à se réunir tous les deux à trois mois est on ne peut plus large.

Les communes bruxelloises y sont représentées par 5 Bourgmestres issus de la Conférence des Bourgmestres. La Région bruxelloise a également des représentants.

Dans le même temps, une proposition de résolution portée par DéFI au Parlement fédéral, en 2019, est toujours soumise à discussions. La Chambre des Représentants a demandé à plusieurs reprises aux différents acteurs institutionnels concernés par ce sujet de rendre un avis écrit sur celle-ci afin de pouvoir éclairer les travaux parlementaires.

Force est de constater que malheureusement rien ne semble vraiment évolué. Le survol intensif de la Région

bruxelloise se poursuit et continue de provoquer des interrogations et des réactions négatives légitimes des habitants et des riverains.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Pouvez-vous nous fournir un retour par rapport à la tenue de la plateforme de concertation lancée par le Ministre fédéral de la Mobilité ? Où en sommes-nous et quelle est la suite des travaux de cette plateforme ?
- La commune d'Auderghem a-t-elle remis un avis sur la proposition de résolution ? Si oui, de quelle teneur est-il ? Si non, pourquoi ?
- Plus globalement, depuis les derniers jugements, la commune a-t-elle connaissance d'avancées dans le dossier du survol de Bruxelles ?

Je vous remercie.

Marc Vandame

Conseiller communal

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre

Monsieur le conseiller,

Je vous remercie pour votre question sur un sujet qui touche à la qualité de vie de nombreux de nos habitants.

Le 17 septembre 2021, nous avons été invités par le Ministre fédéral de la Mobilité, Monsieur Gilkinet, à participer à une plateforme de concertation relative aux nuisances environnementales causées par les activités de l'aéroport de Bruxelles-National. Cette plateforme est un lieu de débat et de réflexion visant à aboutir à des solutions à mettre en œuvre pour atténuer ces nuisances.

Afin de garantir un débat efficace, le nombre d'intervenants a dû rester raisonnable. Des « groupes » rassemblant des Communes, associations, entreprises dont le point de vue et/ou les intérêts se rejoignent ont donc été formés par l'équipe de modération en charge de la plateforme. Pour la Région bruxelloise, la Conférence des Bourgmestres s'est entendue pour envoyer un représentant par parti politique présent à la Conférence. L'objectif de cette représentation est d'assurer la cohérence sur la position des communes bruxelloises et d'éviter qu'une commune exprime des exigences qui n'avaient pas été validées par la Conférence. Pour les communes bruxelloises, les représentants sont les suivants : Vincent de Wolf, Olivier Deleuze, Catherine Moureaux, Claire Vandevivere et Matthieu Pillois

Dès la première réunion, il a été convenu que la teneur des discussions au sein de la plateforme de concertation devrait rester confidentielle, jusqu'au moment où des accords auront abouti. De plus, toute décision devra émaner d'un consensus. Elle ne sera donc pas prise par vote à la majorité. Ainsi, le nombre de représentants n'est pas un critère déterminant dans la prise de décisions.

Trois réunions de la plateforme se sont tenues depuis le lancement : 30.09.2021, 21.02.2022 et 21.04.2022. La faute principalement à la situation sanitaire qui ne permettait pas de se réunir en grand groupe en présentiel.

Lors de celles-ci, des présentations générales ont été faites sur les procédures de vol et de routes aériennes, les directives européennes en matière de bruit et d'environnement ainsi que sur les recommandations de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) en matière de gestion du bruit des aéroports. Les prochaines réunions seront plutôt des ateliers où seront évoqués les positions de chacun des participants par rapport au survol depuis Brussels Airport.

Si la première réunion avait réuni un très grand nombre de participants, il est à noter que le nombre ne cesse de diminuer. Est-ce le signe d'un possible désintéressement des participants ou qu'une solution ne peut être trouvée qu'au niveau politique ? Les prochaines réunions nous le diront très certainement.

Le 25 février dernier, la Chambre des représentants nous a en effet invités à remettre un avis écrit sur la proposition de résolution de François de Smet et Sophie Rohonyi visant à pallier le problème des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National tout en conciliant le développement économique de cet aéroport. Le Collège a rendu son avis favorable sans condition sur cette proposition le 15 mars 2022. En effet, celle-ci reprenait l'ensemble des demandes évoquées dans notre position communale historique et reprises dans la motion votée par ce conseil communal en mars 2017. Parmi celles-ci notons notamment le fait de confirmer le principe du non survol des zones densément peuplées, de fixer la période de nuit de l'aéroport de 22h à 7h, de veiller au strict respect des normes de vent, de reculer la piste 25L,...

Les exigences de la commune d'Auderghem pour réduire les nuisances aériennes générées par l'aéroport de Bruxelles-National ne datent pas d'hier. Cela fait des années, en effet, que nous relayons les préoccupations légitimes des riverains et habitants concernés, et que nous menons des actions.

Je tiens à rappeler que c'est un membre de ce conseil communal, Didier Gosuin, qui en 1999 a permis à la Région Bruxelloise de se doter d'un arrêté pour faire respecter le droit de tous les Bruxellois au sommeil et à un environnement sain. L'« arrêté Gosuin », dont l'application a été confirmée par les plus hautes instances judiciaires belges et européennes, représente à ce jour la seule arme juridique dont dispose la Région pour fixer les limites acceptables en termes de bruit.

Comme vous, je dois constater que depuis les derniers jugements favorables à la Région bruxelloise rien n'a vraiment changé pour les habitants d'Auderghem. Force est de constater que le survol intensif de la Région bruxelloise se poursuit et provoque interrogations et réactions négatives des riverains. Il est grand temps que le Gouvernement fédéral, qui est le seul à pouvoir déterminer les routes aériennes, respecte les différents jugements et trouve une solution pérenne pour définir les routes et les procédures de vol en respectant les recommandations de l'OACI et en évitant les zones densément peuplées. J'en suis certaine, et cela a été montré dans différents aéroports européens (Schiphol, Francfort), il est possible de concilier qualité de vie et activité de l'aéroport.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 13 mai 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wynaes, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 05.05.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (DéFI) over de overlast veroorzaakt door het vliegverkeer rond de luchthaven Brussel-Nationaal #

Openbare zitting

Secretariaat

Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

De eisen van DéFI om de luchtvervuiling door Brussels Airport te verminderen zijn niet nieuw. DéFI deelt immers al jarenlang de gegronde bezorgdheden van de betrokken omwonenden en inwoners, en voert acties uit. Al in 1999, op initiatief toenmalig minister van Leefmilieu Didier Gosuin, heeft het Brussels Gewest een besluit aangenomen om het recht van alle Brusselaars op slaap en een gezond leefmilieu te doen naleven. Het 'besluit-Gosuin', waarvan de toepassing door de hoogste Belgische en Europese gerechtelijke instanties werd bevestigd, was geboren. Het is momenteel het enige juridische wapen waarover het Gewest beschikt om aanvaardbare grenswaarden inzake geluidsoverlast vast te stellen.

Op 30 maart 2017 heeft de gemeenteraad unaniem een motie aangenomen om het probleem van de overlast veroorzaakt door het vliegverkeer rond de luchthaven Brussel-Nationaal aan te pakken zonder de economische ontwikkeling te fnuiken en waarin we worden herinnerd aan de verschillende vereisten in dit dossier.

In een poging een oplossing te vinden voor het probleem rond het vliegverkeer dat de Belgische politiek al meer dan 30 jaar teistert, zet minister van Mobiliteit Georges Gilkinet (Ecolo) in op een grootschalig overlegplatform. De eerste bijeenkomst vond plaats achter gesloten deuren, ver weg van microfoons en camera's, eind september 2021, met meer dan 80 mensen rond de tafel.

Directies en vakbonden van de luchthaven, luchtverkeersleiders, luchtvaartmaatschappijen, verenigingen van omwonenden, burgemeesters van Brussel en de twee Brabantse provincies: het panel van deze megaconferentie, die om de twee à drie maanden bijeen zal komen, kon niet breder zijn.

De Brusselse gemeenten worden vertegenwoordigd door 5 burgemeesters van de Conferentie van Burgemeesters. Ook het Brussels Gewest heeft vertegenwoordigers.

Tegelijkertijd is een ontwerp-resolutie van DéFI in het federale parlement van 2019 nog steeds in behandeling. De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft de verschillende institutionele actoren die bij dit onderwerp betrokken zijn, herhaaldelijk verzocht hierover een schriftelijk advies uit te brengen, ter informatie van de parlementaire werkzaamheden.

Helaas lijkt er niet echt iets gevorderd te zijn. Het intensieve vliegverkeer boven het Brussels Gewest gaat door en blijft terechte vragen en negatieve reacties oproepen van inwoners en omwonenden.

Mijn vragen luiden dus als volgt:

- Kunt u ons feedback geven over het overlegplatform dat de federale minister van Mobiliteit heeft gelanceerd? Waar staan we en wat is de volgende stap in het werk van dit platform?
- Heeft de gemeente Oudergem een advies ingediend over de ontwerpresolutie? Zo ja, wat houdt dit advies in? Indien niet, wat is daar de reden van?
- Heeft de gemeente, sinds de laatste uitspraken, weet van geboekte vooruitgang in het dossier van de vliegtuigen die over Brussel vliegen?

Bedankt.

Marc Vandame

Gemeenteraadslid

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester

Mijnheer het gemeenteraadslid,

Bedankt voor uw vraag over een onderwerp dat de levenskwaliteit van veel van onze inwoners beïnvloedt.

Op 17 september 2021 werden wij door de federale minister van Mobiliteit, de heer Gilkinet, uitgenodigd om deel te nemen aan een overlegplatform over de milieuhinder die wordt veroorzaakt door de activiteiten van Brussels National Airport. Dit platform is een plaats voor debat en reflectie, gericht op het vinden van oplossingen om deze overlast te verminderen.

Om een doeltreffend debat te waarborgen, moest het aantal sprekers redelijk blijven. Het moderatieteam dat verantwoordelijk is voor het platform heeft daarom "groepen" gevormd van gemeenten, verenigingen en bedrijven met vergelijkbare standpunten en/of belangen. Voor het Brusselse Gewest heeft de Conferentie van Burgemeesters ermee ingestemd één vertegenwoordiger af te vaardigen per politieke partij die in de Conferentie zetelt. Het doel van deze vertegenwoordiging is de coherentie van het standpunt van de Brusselse gemeenten te waarborgen en te voorkomen dat een gemeente eisen formuleert die niet door de Conferentie zijn gevalideerd. Voor de Brusselse gemeenten gaat het om de volgende vertegenwoordigers: Vincent de Wolf, Olivier Deleuze, Catherine Moureaux, Claire Vandevivere en Matthieu Pillois

Vanaf de eerste bijeenkomst is overeengekomen dat de inhoud van de besprekingen binnen het overlegplatform vertrouwelijk blijft totdat er overeenkomsten zijn bereikt. Bovendien zal elk besluit bij consensus moeten worden genomen. Er zal dus niet met meerderheid van stemmen worden besloten. Het aantal vertegenwoordigers is dus geen doorslaggevend criterium bij de besluitvorming.

Sinds de start zijn er drie vergaderingen van het platform gehouden: op 30.09.2021, 21.02.2022 en 21.04.2022. Dit was hoofdzakelijk het gevolg van de gezondheidssituatie, die geen ruimte liet voor grote groepsbijeenkomsten in persoon.

Er werden algemene presentaties gegeven over vlucht- en routeprocedures, de Europese geluids- en milieuriichtlijnen en de aanbevelingen van de ICAO (Internationale Burgerluchtvaartorganisatie) inzake het beheer van geluidsoverlast van luchthavens. De volgende vergaderingen zullen meer de vorm aannemen van workshops waar de standpunten van elk van de deelnemers met betrekking tot het vliegverkeer vanuit Brussels Airport zullen worden besproken.

Hoewel de eerste bijeenkomst een zeer groot aantal deelnemers samenbracht, neemt het aantal deelnemers gestaag af. Is dit een teken van een mogelijk gebrek aan belangstelling van de kant van de deelnemers of dat een oplossing alleen op politiek niveau kan worden gevonden? De volgende bijeenkomsten zullen dat ongetwijfeld uitwijzen.

Op 25 februari nodigde de Kamer van volksvertegenwoordigers ons uit om een schriftelijk advies in te dienen over de ontwerpresolutie van François de Smet en Sophie Rohonyi, die tot doel heeft het probleem van de overlast van het vliegverkeer rond de luchthaven Brussel-Nationaal te verlichten en tegelijk af te stemmen met de economische ontwikkeling van deze luchthaven. Het college heeft op 15 maart 2022 een onvoorwaardelijk gunstig advies over dit voorstel uitgebracht. Het bevatte namelijk alle eisen die in ons historisch gemeentelijk standpunt worden aangehaald en die zijn opgenomen in de motie die in maart 2017 door deze gemeenteraad is aangenomen. Het gaat onder meer om de bevestiging van het beginsel dat niet over dichtbevolkte gebieden mag worden gevlogen, de vaststelling van de nachtperiode van de luchthaven van 22.00 uur tot 7.00 uur, de strikte naleving van de windnormen, de verplaatsing naar achteren van baan

25L, enz.

De eisen van de gemeente Oudergem om de overlast veroorzaakt door het vliegverkeer van de luchthaven Brussel-Nationaal te verminderen, zijn niet nieuw. We delen immers al jarenlang de gegronde bezorgdheden van de betrokken omwonenden en inwoners, en we voeren acties uit.

Ik wil u eraan herinneren dat het een lid van deze gemeenteraad, Didier Gosuin, was die het in 1999 mogelijk maakte dat het Brussels Gewest een besluit goedkeurde om ervoor te zorgen dat het recht van alle Brusselaars op slaap en op een gezonde leefomgeving werd gerespecteerd. Het 'besluit-Gosuin', waarvan de toepassing door de hoogste Belgische en Europese rechtscolleges is bevestigd, is momenteel het enige juridische wapen waarover het Gewest beschikt om aanvaardbare geluidsgrenswaarden vast te stellen.

Net als u moet ik vaststellen dat er sinds de laatste arresten ten gunste van het Brussels Gewest niet echt iets is veranderd voor de inwoners van Oudergem. We moeten evenwel vaststellen dat het intensieve vliegverkeer boven het Brussels gewest aanhoudt en negatieve vragen en reactie uitlokt van de omwonenden. Het is de hoogste tijd dat de federale regering, die als enige bevoegd is om vliegroutes vast te stellen, de verschillende arresten eerbiedigt en een duurzame oplossing vindt om vliegroutes en -procedures vast te stellen die in overeenstemming zijn met de ICAO-aanbevelingen en dichtbevolkte gebieden vermijden. Ik ben er zeker van, en dit is aangetoond in verschillende Europese luchthavens (Schiphol, Frankfurt), dat het mogelijk is de levenskwaliteit en de luchthavenactiviteit met elkaar te verzoenen.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 13 mei 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyna, *Conseillers communaux*.

Séance du 05.05.22

**#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) à propos des travaux du bâtiment
ATENOR avenue de Beaulieu #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La commune d'Auderghem a récemment organisé une enquête publique une demande d'ATENOR pour rénover lourdement trois immeubles de bureaux, avec modification des IC, modification des accès, construction d'un espace polyvalent et d'un espace commercial, réaménagement des parkings et des abords (abattage de 9 arbres), avenue de Beaulieu 1-3 5-7 bte 9-11.

Pouvez-vous nous donner la position de la commune et les résultats de la commission de concertation ainsi que la suite qui sera donnée à ce dossier dans les prochains mois ?

On a pu observer qu'il y a déjà des travaux qui ont lieu sur le site du côté de l'avenue de Beaulieu et le long du viaduc, quelle est la nature de ces travaux ?

Nous voudrions leur demander de nettoyer les traces de ce chantier car les premières traces de boue commencent à apparaître.

Nous voudrions attirer l'attention de la commune sur le fait qu'on risque de se retrouver avec un grand chantier de rénovation et en même temps que les travaux des impétrants de la rue des Pêcheries qui commenceront en août 2022.

Je vous remercie pour vos réponses.

Carinne Lenoir
Conseillère communale

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Madame la Conseillère,
Je vous remercie

La demande de ATENOR Dossier 17879 - PE/1443 vise à rénover lourdement trois immeubles de bureaux avenue de Beaulieu 1 à 11 avec modification des accès, construction d'un espace polyvalent et d'un espace commercial, réaménagement des parkings et des abords. S'agissant d'un projet soumis à étude d'incidences, celui-ci est géré par Urban, région bruxelloise.

Pour rappel, face à de premières esquisses du projet prévoyant une démolition/extension des bâtiments, la commune d'Auderghem a défendu le maintien de ces immeubles vu leur qualité architecturale et leur rénovation pour, notamment, en améliorer les performances énergétiques et l'ouvrir au futur boulevard urbain prévu dans le PAD Delta/Herrmann-Debroux.

Le dossier a fait l'objet d'une étude d'incidences suivies par notre commune. Les recommandations émises ont été intégrées par ATENOR. Il s'agissait principalement d'améliorer la qualité de l'aménagement des abords et de réduire l'importance de l'extension prévoyant l'espace polyvalent projeté.

Le projet modifié a été soumis à l'enquête publique du 10/03/2022 au 08/04/2022 .

Le 17 mars 2022, j'ai organisé une réunion de présentation de ce projet aux riverains en présence de l'architecte et du promoteur.

Aucune réaction des riverains n'a été émise durant l'enquête publique.

La commission de concertation s'est réunie le 22 avril. La région a souhaité reporter son avis. Celui-ci a été rendu ce jeudi 5 mai. Il est unanimement favorable à condition d'inscrire la zone de livraison dans les limites de la parcelle et non en voirie.

Les travaux en cours sont des forages premières étapes de réalisation des installations techniques de chauffage et refroidissement des immeubles. Ces installations seront en effet alimentées à 90% par de l'énergie géothermique et à 10% par l'électricité produite par les panneaux photovoltaïques installés sur les toitures. Ces installations ont été validées par Bruxelles-Environnement. Les travaux actuels ne sont pas soumis à permis d'urbanisme.

J'ai immédiatement signalé les traces que ce chantier laisse sur la voirie.

S'agissant d'une rénovation maintenant toute la structure de l'immeuble et vu les abords spacieux dont il dispose, il devrait être possible de réaliser ce chantier durant la rénovation de la rue des Pêcheries celle-ci étant, comme vous le savez maintenue dans sa configuration actuelle. Nous serons attentifs à la coordination des travaux. Rue des pêcheries, ils s'effectueront par tronçons avant un réasphaltage final. Le chantier des immeubles de l'avenue de Beaulieu nécessiteront sans doute un ou des permis de chantier. La coordination avec les chantiers voisins sera examinée à ce moment.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 13 mai 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyls, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 05.05.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) over de werkzaamheden aan het ATENOR-gebouw aan de Beaulieuilaan #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Waarde collega's,

De gemeente Oudergem heeft onlangs een openbaar onderzoek georganiseerd naar aanleiding van een verzoek van ATENOR om drie kantoorgebouwen ingrijpend te renoveren, met wijziging van de IC's, aanpassing van de toegangen, bouw van een polyvalente ruimte en een commerciële ruimte, herinrichting van de parkings en naaste omgeving (kap van 9 bomen), Beaulieuilaan 1-3 5-7 bus 9-11.

Kunt u ons het standpunt van de gemeente en de resultaten van de overlegcommissie meedelen, net als de geplande opvolging van dit dossier in de komende maanden?

Er is opgemerkt dat er reeds werkzaamheden worden uitgevoerd op het terrein aan de kant van de Beaulieuilaan en langs het viaduct, wat is de aard van deze werkzaamheden?

Wij zouden hen willen vragen de sporen van deze bouwplaats te reinigen, aangezien de eerste moddersporen zich beginnen af te tekenen.

Wij willen de aandacht van de gemeente vestigen op het feit dat er een groot renovatieproject op hetzelfde ogenblik dreigt te vallen als de werken aan de nutsvoorzieningen in de Visserijstraat die in augustus 2022 zullen beginnen.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Carinne Lenoir
Gemeenteraadslid

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw reactie.

De aanvraag van ATENOR, dossier 17879 - PE/1443, betreft de ingrijpende renovatie van drie kantoorgebouwen aan de Beaulieuilaan 1 tot 11 met wijziging van de toegangen, de bouw van een polyvalente ruimte en een commerciële ruimte, de herinrichting van de parkings en van de aanhorigheden. Aangezien het gaat om een project waarvoor een effectenstudie moet worden uitgevoerd, wordt het beheerd

door Urban, Brussels Gewest.

Ter herinnering, de gemeente Oudergem, als reactie op de eerste schetsen van het project waarin een afbraak/uitbreiding van de gebouwen werd voorzien, verdedigde het behoud van deze gebouwen omwille van hun architecturale kwaliteit en zette in op de renovatie ervan om met name hun energieprestaties te verbeteren en ze te ontsluiten naar de toekomstige stadsboulevard die gepland is in het RPA Delta/Herrmann-Debroux.

Het dossier was het onderwerp van een effectenstudie die door onze gemeente werd opgevolgd. De uitgevaardigde aanbevelingen zijn door ATENOR in aanmerking genomen. Het hoofddoel was de kwaliteit van de onmiddellijke omgeving te verbeteren en de omvang van de geplande polyvalente ruimte te beperken.

Het gewijzigde project is van 10/03/2022 tot 08/04/2022 aan een openbaar onderzoek onderworpen.

Op 17 maart 2022 organiseerde ik een bijeenkomst om het project aan de buurtbewoners voor te stellen, in aanwezigheid van de architect en de projectontwikkelaar.

Tijdens het openbaar onderzoek zijn geen reacties van omwonenden binnengekomen.

De overlegcommissie kwam samen op 22 april. Het gewest wenste zijn advies uit te stellen. Dit is op donderdag 5 mei vrijgegeven. Er wordt unaniem vóór gestemd, op voorwaarde dat de leveringszone zich binnen de grenzen van het perceel en niet op de weg bevindt.

De momenteel lopende werkzaamheden vormen de eerste fase van de boringen voor de technische installaties voor de verwarming en de koeling van de gebouwen. Deze faciliteiten zullen immers voor 90% voorzien worden door geothermische energie en voor 10% door elektriciteit die wordt opgewekt door fotovoltaïsche panelen op de daken. Deze installaties zijn gevalideerd door Leefmilieu Brussel. De huidige werkzaamheden zijn niet onderworpen aan een stedenbouwkundige vergunning.

Ik hebt meteen gewezen op de sporen die deze bouwplaats op de weg achterlaten.

Aangezien het gaat om een renovatie waarbij de volledige structuur van het gebouw behouden blijft en gezien de grote ruimte rondom de gebouwen, zou het mogelijk moeten zijn deze werkzaamheden uit te voeren tijdens de renovatie van de Visserijstraat, die zoals u weet in zijn huidige configuratie behouden blijft. Wij zullen aandachtig zijn voor de coördinatie van de werkzaamheden. In de Visserijstraat zullen ze in fasen worden uitgevoerd vóór een definitieve herbestrating. Voor de bouw van de gebouwen aan de Beaulieuilaan zullen ongetwijfeld een of meer bouwvergunningen nodig zijn. De coördinatie met naburige bouwplaatsen zal op dat ogenblik worden onderzocht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 13 mei 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos